

## PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt  
Unité des procédures environnementales

N° S3IC : 68-3698

### Arrêté complémentaire relatif à la société SOVAMEP à Muret

**N° 1 0 2**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, livre V, titre I<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et titre IV relatif aux déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré à la société SOVAMEP le 4 décembre 1996 pour les installations qu'elle exploite 9 rue Joseph Cugnot à Muret ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 2011 mettant à jour les prescriptions applicables aux installations de la société SOVAMEP;

Vu le dossier de demande en date du 26 juin 2017 en vue d'obtenir l'autorisation d'augmenter la superficie du site de la société SOVAMEP;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 septembre 2017;

Considérant que la demande d'augmentation de la superficie du site est considérée comme une modification non substantielle vis-à-vis de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les activités classées du site doivent être mises à jour par arrêté préfectoral compte tenu des modifications effectuées sur le site ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que le site ne présentant pas d'enjeux environnementaux particuliers, le projet d'arrêté préfectoral n'a pas été soumis à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant le 16 octobre 2017 et qu'il a fait connaître, par courriel du 19 octobre 2017, ne pas avoir d'observation à formuler;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – La société SOVAMEP dont le siège social est situé 9 rue Joseph Cugnot – ZI Joffrey à Muret désignée par « l'exploitant » dans la suite du présent arrêté, se conforme aux dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de ses installations à la même adresse.

## Art. 2. - Abrogation des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2011 susvisé sont modifiées ou supprimées à la notification du présent arrêté :

Références des articles modifiés de l'arrêté préfectoral du 23/12/2011	Modification et/ou référence des articles correspondants du présent arrêté
Tableau de l'article 1.2.1	Remplacé par le tableau de l'article 3
Tableau de l'article 1.2.2	Remplacé par le tableau de l'article 4
« dans le mois » de l'article 1.5.5	Remplacé par « dans les 3 mois »
« R.512-75 » de l'article 1.5.6	Remplacé par « R.512-39-2 et R.512-39-3 »
Premier tableau de l'article 4.3.5 (point de rejet n°1)	Remplacé par le tableau de l'article 5
Article 5.1.6	Remplacé par l'article 6
Article 7.6.3	Remplacé par l'article 7
Plan de l'annexe 1	Remplacé le plan de l'annexe 1 (article 8)

## Art. 3. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau ci-après remplace celui de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2011 :

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et volume autorisé	Régime
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1-supérieure ou égale à 1000 m <sup>2</sup>	Stockage et activité de récupération de déchets de métaux et alliages.  Surface maximale : 4490 m <sup>2</sup>	A
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971.	Séchage des cartes électroniques ne contenant pas de PCB, à 200-300 °C  Capacité maximale : 100 kg/j	A
2790-1	Installations de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793. 1. Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10.	Traitement de bains usés cyanurés contenant des métaux précieux.  Quantité maximale présente dans l'installation : 1,18 t	A

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et volume autorisé	Régime
2710-2-c	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : c) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup>	<b>Volume maximal : 150 m<sup>3</sup></b> (équivalent à 5 bennes de 30 m <sup>3</sup> )	D
2711-2	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	<b>Volume maximal : 300 m<sup>3</sup></b>	D
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j.	– Découpage, pressage, cisailage de déchets de métaux – Broyage et traitement électrochimique des cartes électroniques – Traitement dans des bains de déchets pour la récupération de métaux précieux <b>Capacité maximale : 4 t/j</b>	D

A (Autorisation) ou D (Déclaration)

#### Art. 4. - Situation de l'établissement

Le tableau de cet article remplace celui de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2011 :

Commune	Section (parcelles)
Muret	AO (42), AP (4, 13 et 14), AT (50 et 65), AR (63 et 64)

#### Art. 5. - Localisation des points de rejet

Le tableau de cet article remplace le premier tableau (point de rejet n°1) de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2011 :

Point de rejet	n°1
Localisation	Entrée du site
Nature des effluents	Eaux de ruissellement des aires extérieures (voiries, zones de stockages...)
Exutoire du rejet	Réseau communal des eaux pluviales
Traitement avant rejet	3 débourbeurs-déshuileurs en série : n°1 – entrée du site n°2 – contre la clôture ouest n°3 – en sortie du bassin de rétention enterré
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement
Milieu naturel récepteur	La Garonne

#### **Art. 6. - Registres et bordereau de suivi**

Les prescriptions de cet article remplacent celles du premier paragraphe de l'article 5.1.6 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2011 :

« L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés les déchets réceptionnés et les déchets sortants du site. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement. »

#### **Art. 7. - Ressource en eau**

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2011 :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.2 ;
- d'un ou plusieurs poteaux incendie du réseau public d'un diamètre nominal DN100 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 150 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ;
- pour les parties de l'installation distantes de plus de 150 m d'un poteau incendie, le site dispose d'une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction et accessible en toutes circonstances. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- à l'extérieur, dans la zone de stockage des matériaux, d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles, et des matériels de traitement d'épandage et de fuites (pompes, produits absorbants, neutralisant).

Le personnel est formé à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. »

#### **Art. 8. - Plan**

Le plan en annexe 1 de cet arrêté remplace celui de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2011.

#### **Art. 9. - Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions administratives et pénales prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

#### **Art. 10. - Frais**

Tous les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de la société SOVAMEP.

### **Art. 11. - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

### **Art. 12. - Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de Muret et de Saubens et peut y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans les mairies de Muret et de Saubens pendant une durée minimale d'un mois. Les maires feront connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale d'un mois.

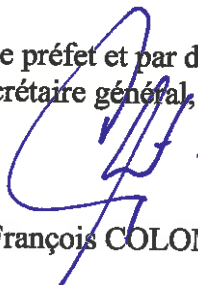
### **Art. 13. - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et les maires de Muret et de Saubens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SOVAMEP .

Fait à Toulouse, le

31 OCT. 2017

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Jean-François COLOMBET

# Annexe 1

